



**ACTION DES SALARIÉ·E·S
DU SECTEUR ASSOCIATIF**

UNIS-CITÉ RÉFORME SES STATUTS, FAIT PEAU NEUVE POUR MIEUX CACHER L'ABSENCE DE PRISE EN COMPTE DE SES SALARIÉ·ES

Unis-Cité, c'est non seulement l'association pionnière du Service Civique mais aussi la 1^{ère} association d'accueil de jeunes en Service Civique de France.

Malheureusement, de l'autre côté du miroir de cette belle vitrine, Unis-Cité c'est aussi plus de 400 salarié·es réparti·es sur 120 antennes noyé·es dans une politique interne d'austérité et où les valeurs de qualité et d'engagement prônées s'arrêtent là où le contrat commence.

L'année 2025 est marquée par des mesures d'austérité et la précarisation de nos emplois :

- Mise en œuvre Plan de Sauvegarde de l'Emploi visant 52 postes, sans oublier des démissions et CDD non renouvelés ;
- Recours à l'activité partielle touchant 41 salarié·es ;
- Congés imposés la semaine la plus chère du mois d'août et une autre semaine en fin d'année, sans oublier au moins un pont au mois de mai ;
- Gel des augmentations des salaires pendant 2 ans donc certain·es salarié·es n'auront pas d'augmentation pendant 4 ans ;
- Diminution drastique de réunions et séminaires régionaux causant une perte dans le lien entre collègues alors que nous sommes déjà réparti·es sur de vastes territoires.

Inutile de vous préciser à quel point le niveau d'incertitude et de détresse des salarié·es d'Unis Cité se sent dans les couloirs.

L'année 2025 se conclut par un CA le **17 décembre** visant à voter le budget 2026 et une réforme des statuts de l'association. Cette refonte vise à inclure les salarié·es au sein de la gouvernance. Si cette initiative est très bien sur le papier, elle n'est qu'une mesure de façade qui ne permettra pas aux salarié·es de réellement peser sur les décisions puisque pas droit de vote. Cette manœuvre permettra également de changer l'objet de cette association.

Lors de la présentation en plénière, ASSO-Solidaire constate que plutôt que de répondre aux besoins de notre société, la gouvernance a préféré s'aligner sur l'agenda politique du gouvernement (ou se préparer pour une arrivée au gouvernement de l'extrême droite) et promouvoir un Service National **obligatoire** ! On est bien loin de l'engagement volontaire... Et la voix des salarié·es qui demandent depuis des années que l'association ne dépende plus d'un dispositif d'Etat n'est pas entendue. C'est encore plus de précarisation pour la jeunesse, pas de

pensée pour la dignité et ni pour l'accès à l'emploi à la hauteur des demandes sociales actuelles.

C'est aussi une preuve supplémentaire de la méconnaissance totale du métier de tuteur·ice et formateur·ice de jeunes. Nous savons que rien n'éloigne plus un·e jeune des notions abstraites, comme l'engagement et la solidarité, que de se sentir contraint·e, obligé·e et infantilisé·e. Le tout déguisé d'un soi-disant choix du jeune par rapport aux types d'engagement. On le sait bien, à terme dans un cadre associatif national aussi affaibli, la seule structure en capacité d'accueillir autant de jeunes c'est l'armée. L'association qui jadis promulguait des valeurs, veut aujourd'hui préparer la future chair à canon ? S'apprête-t-elle à rejoindre les discours nationalistes et belliqueux qui prennent une place grandissante dans les médias ?

C'est pourquoi ASSO-Solidaires fait appel à la solidarité des salarié·es du secteur associatif en Île de France (et ailleurs) à une mobilisation le 17 décembre à partir de 16h30 aux alentours de Porte de La Chapelle où se tiendra le prochain CA. Envoyons un message clair aux employeurs de l'associatif contre l'approche paternaliste et la maltraitance salariale !

Asso Solidaires rappelle à Unis Cité ses engagements en termes de :

- la mise en place d'une stratégie qui vise à l'amélioration des conditions de travail et une réduction du taux de turn-over ;
- la reconnaissance du travail effectué à travers les augmentations de salaire ;
- une cessation de l'imposition de congés payés et la mise en place d'un meilleur suivi du droit au repos des salarié·es ;
- une écoute sérieuse sur les besoins sociaux et les remontés du terrain concernant la réforme des statuts

Aux salarié·es d'Unis Cité, un message de soutien fort : gardez vos têtes hautes, le travail accompli ne doit pas se faire au détriment de votre santé mentale ou physique.

Nous vous encourageons à lancer à partir du 17 décembre, une grève du zèle : faites vos tâches et ce pour quoi vous êtes engagé·es... rien de plus !